

Extrait du SNUipp-FSU 65

<http://65.snuipp.fr>

Négociations sous haute surveillance

- Archives - année 2007 / 2008 - 2007-2008 -



Date de mise en ligne : samedi 8 décembre 2007

SNUipp-FSU 65

Suite à la mobilisation du 20 novembre, le ministre de la Fonction Publique a annoncé l'ouverture de négociations sur les salaires. Sur ce sujet comme sur ceux traités dans les différentes commissions concernant l'école, des réponses concrètes sont nécessaires. Vers une nouvelle journée d'action pour janvier.

On ne les compte plus, commissions, tables rondes, groupes de travail...

L'art de la discussion dans les couloirs des ministères est à son apogée. On discute de tout et sur tous les tons : maternelle, rénovation du métier d'enseignant, organisation du samedi matin, et on le sait depuis le 3 décembre, on parlera aussi salaires.

On pourrait se gausser de cette effervescence, de l'art de noyer le poisson. Il n'empêche. Les sujets abordés dans ces réunions sont tels, que les enseignants ne peuvent pas ne pas y être entendus, les fonctionnaires ne pas y être écoutés. Sujets au coeur du métier, au coeur des préoccupations.

Parmi ces dossiers, il en est un que le gouvernement aurait préféré ne pas avoir à ouvrir. Alors qu'on se souvient encore de la déclaration unilatérale du ministre de la Fonction publique, la négociation annoncée par Eric Woerth le 3 décembre aux syndicats de fonctionnaires n'est pas un petit événement. Le ministre a annoncé l'ouverture de négociations sur les salaires et la rémunération dès la mi-décembre, l'acceptation du principe de discussions sur la grille indiciaire et l'acceptation du principe d'une négociation annuelle sur les salaires avec une première réunion au printemps 2008. Pour autant, il fait l'impasse sur 2007. Par ailleurs le ministre convient de la nécessité d'augmenter la valeur du point d'indice. Ce changement de ton a tout à voir avec la réussite de la grève et des manifestations du 20 novembre.

Les syndicats de fonctionnaires ont déclaré dans un communiqué commun « prendre acte de ces annonces mais entendre maintenir la pression » pour obtenir dès le 17 décembre, date de la prochaine rencontre, des propositions. Les organisations signataires se retrouveront alors pour apprécier les réponses. Une façon de dire que ces négociations qui s'ouvrent ne peuvent être un jeu de dupes, que la question du pouvoir d'achat des fonctionnaires ne saurait être plus longtemps déniée. De plus, elles considèrent que la question de l'Emploi Public à laquelle le ministère n'apporte aucune réponse reste pleinement d'actualité.

Sur les dossiers ouverts par le ministère de l'Education nationale les attentes ne sont pas moins importantes. C'était le sens de la lettre des Fédérations de l'éducation envoyés à Xavier Darcos, ministre de l'Education nationale au lendemain du 20 novembre. Depuis, elles se sont réunies le 4 décembre et appellent d'ailleurs à développer la campagne d'opinion initiée par la lettre ouverte au Président de la République « Améliorer la réussite des jeunes il n'y a rien de plus urgent ! » qui a déjà recueilli 27000 signatures.

Elles se sont fixé rendezvous le 19 décembre pour faire le point sur les discussions avec le ministère. Car si le ministre a acté que le statu quo n'est pas possible, les choix budgétaires faits jusqu'à présent risquent de décrédibiliser les discours. Les 700 postes ouverts pour accueillir les 37 000 élèves supplémentaires à la rentrée 2008 dans les écoles primaires ne sont pas d'augure à améliorer les conditions d'accueil des élèves. D'autant plus que 670 postes de stagiaires seront supprimés. Dans le cadre de la commission Pochard, le montant d'éventuelles mesures pour rénover le métier d'enseignant laisse peu d'espoir. Quant aux discussions sur le samedi matin, les options pédagogiques choisies pour la réforme ne sont pas acceptables en l'état. Une pétition lancée par le SNUipp « Pour mieux d'école, du temps Monsieur le ministre » a pour objectif de peser sur les discussions engagées pour demander des heures de concertation incluses sur le temps de service. Les attentes légitimes des enseignants sur tous ces dossiers demandent des réponses. Les fédérations décideront le 19 décembre d'une mobilisation en

janvier.

Suite à la réussite du 20 novembre, le ministre de la Fonction Publique a revu sa copie et a annoncé l'ouverture de négociations sur la question des salaires.

Les Fédérations de l'Education nationale appellent à faire signer massivement la lettre ouverte au président de la République pour développer une campagne d'opinion auprès des parents : <http://www.lettreouverteaupresident.org>